

EN BREF

Les évolutions de la natalité sont le plus souvent mesurées à l'aune d'un seul indicateur, le nombre d'enfants par femme. Pourtant, le calendrier des naissances, c'est-à-dire les âges auxquels une mère donne naissance à ses enfants, éclaire utilement de nombreuses questions économiques et sociales.

En particulier, l'âge de la maternité se révèle un marqueur social, car il s'accroît avec les niveaux d'éducation et de revenus des parents. Et parmi les personnes ayant le moins de perspectives sociales, on trouve souvent les femmes ayant eu un enfant très jeunes.

L'âge de la maternité est également associé à la plupart des décisions importantes qui rythment la vie d'un couple, comme le choix du nombre d'enfants, bien sûr, mais aussi la durée des études et la participation des mères sur le marché du travail. Le calendrier des naissances ne peut donc être étudié qu'en lien étroit avec les décisions et les circonstances qui gouvernent le début de la vie adulte.

Il s'agit tout d'abord de resituer historiquement l'évolution du report des naissances. Les exemples français et allemands montrent que les cohortes précédant celles des babyboomers ont eu tendance à avoir des enfants plus tôt. De même, l'évolution de l'âge de la maternité n'est pas systématiquement en phase avec celle de la fécondité : une analyse étendue à l'ensemble des pays d'Europe indique que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, le report des naissances ne s'accompagne pas, en général, d'une baisse de la fécondité. L'impact de ce report varie significativement entre les pays, en fonction notamment du degré de couverture offert en termes de garde d'enfants et de crèches. C'est dans les pays les moins couverts à cet égard que le report des naissances est associé à la plus forte baisse de la fécondité.

Le report des naissances observé en Europe ces dernières décennies constitue-t-il une bonne ou une mauvaise nouvelle pour nos sociétés ? Traduit-il un plus large accès des femmes aux études supérieures et, partant, contribue-t-il à leur épanouissement ? Ou, au contraire, le report des naissances témoigne-t-il de la plus grande difficulté des jeunes à s'insérer aujourd'hui sur le marché du travail et d'une précarité de leur situation professionnelle (CDD, intérim, stages, etc.) qui les conduirait à un report forcé des naissances ?

Cet opuscule vise à apporter des réponses à ces questions en étudiant les déterminants économiques du calendrier des naissances au sein de vingt-huit pays européens, une attention particulière étant portée à la comparaison entre l'Allemagne et la France. Ces analyses montrent que les deux facteurs évoqués plus haut – la durée des études et la précarisation professionnelle – sont associés à des naissances plus tardives. Le report des naissances reflète donc, assez paradoxalement, deux tendances bien distinctes : il n'est ni une bonne ni une mauvaise nouvelle, mais simplement le reflet des mutations sociales et économiques de notre époque. L'évolution du calendrier des naissances permet ainsi de lire certaines dynamiques sociales, économiques et démographiques à l'oeuvre dans les sociétés européennes.

L'évolution du calendrier des naissances pose, inévitablement, la question des contours optimaux des politiques publiques. Au vu des impacts différenciés d'un ensemble varié de politiques de la famille, en termes de nombre et de calendrier des naissances, les auteurs concluent qu'une bonne politique de la famille ne devrait pas, idéalement, exercer des effets désincitatifs à la poursuite des études, et devrait plutôt faciliter, pour tous les jeunes adultes, une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale.

Hippolyte d'Albis est directeur de recherche au CNRS et professeur à l'École d'économie de Paris. Il travaille sur les conséquences macro-économiques des évolutions démographiques et sur la démographie du vieillissement.

Angela Greulich est maître de conférences à l'université Paris I. Elle est spécialisée en économie démographique et a notamment travaillé sur le rebond de la fécondité dans les pays développés et sur les effets comparés des politiques familiales.

Grégory Ponthière est professeur à l'université Paris-Est et à l'École d'économie de Paris, et membre junior de l'Institut universitaire de France. Ses recherches portent sur les interactions entre les variables économiques et les variables démographiques.

Les auteurs remercient vivement Daniel Cohen, Aurélien Dasre, Dominique Meurs, Claudia Senik, Olivier Thévenon et Laurent Toulemon de leurs critiques et remarques constructives.

Introduction¹

À chaque début d'année, l'INSEE publie un ensemble de statistiques démographiques qui inclut l'âge moyen des mères ayant accouché l'année précédente. Chaque année, l'âge moyen des mères augmente. Cette tendance démographique n'est pas nouvelle : au cours des quarante dernières années, en France, l'âge moyen des mères (toutes naissances confondues) est passé d'environ 27 ans à plus de 30 ans. Parallèlement, l'âge des femmes lors de la naissance de leur premier enfant a lui aussi connu une croissance continue, de 24 ans en 1970 à 28 ans en 2010². Des tendances similaires sont également observées, avec quelques nuances, dans les autres économies européennes.

L'âge auquel les couples ont des enfants peut en dire beaucoup sur la société dans laquelle nous vivons. C'est bien sûr un indicateur démographique mais qui mène au cœur des décisions individuelles de fécondité. La période pendant laquelle une femme peut donner naissance à un enfant est biologiquement assez longue. Pourtant, les âges auxquels les femmes ont effectivement des enfants sont assez concentrés : cela signifie que l'ensemble des facteurs qui définissent les étapes d'une vie exercent une influence sur l'âge de la maternité. De façon élégante et très pertinente, Barbara Kingsolver fait dire à l'un des personnages d'*Un autre monde* (2010) que « la première partie de la vie est l'enfance. La seconde est l'enfance de son enfant. Puis vient la troisième, la vieillesse ».

1. Des données utilisées dans cet opuscule proviennent de la Commission Européenne, Eurostat, EU Survey of Income and Living Conditions (EU-SILC) : données transversales (CS) 2011 et données longitudinales (LT) 2003-2011. Le présent document ne représente pas le point de vue d'Eurostat. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

2. E. Davie, « Un premier enfant à 28 ans », 2012.

La décision d'avoir un enfant est au cœur des choix individuels de cycle de vie, mais elle est également fortement influencée par des normes sociales et un environnement sociétal. Les historiens de la démographie avancent que l'âge lors de la première maternité a varié fortement au cours du temps. Typiquement, durant les périodes de forte mortalité – conflits, épidémies ou famines – on mariait les filles plus jeunes, ce qui conduisait à abaisser l'âge de la première maternité et, en conséquence, à augmenter le nombre d'enfants. À l'inverse, pendant les périodes de surpopulation, l'âge au mariage – et donc celui de la première maternité – était retardé. Aujourd'hui, après la « révolution silencieuse » de la contraception, magnifiquement décrite par Claudia Goldin³, la plupart des couples expriment des souhaits à propos du nombre d'enfants qu'ils aimeraient avoir et de l'âge auquel ils aimeraient les avoir. Pourtant, dans la réalité, ces choix s'exercent sous de multiples contraintes et parmi ces dernières, nous pensons que les contraintes socioéconomiques sont aussi importantes que les contraintes biologiques. En observant les statistiques sur l'âge des mères, nous entrons donc dans le secret des souhaits et des contraintes des couples.

Nous nous sommes tout d'abord demandé ce que pouvaient être les conséquences du report des naissances sur le niveau général de la fécondité. En effet, à l'heure où le vieillissement démographique remet déjà en question nombre d'institutions nées dans un contexte démographique différent (systèmes de retraites par répartition, par exemple), il n'est pas illégitime de se demander si le report des naissances ne risque pas de conduire à une baisse de la fécondité et, de fait, à un vieillissement démographique accru. Nous montrons que, globalement, un report de l'âge de la maternité n'est pas associé à un niveau général de fécondité plus faible. Cependant, l'impact du report des naissances sur la fécondité varie significativement entre les pays, ainsi qu'à l'intérieur de ceux-ci.

3. C. Goldin, « The quiet revolution that transformed women's employment, education and family », 2006.

Un contre-exemple frappant est celui des Allemandes ayant fait des études longues, qui cumulent une maternité tardive et une fécondité faible, mais ce n'est pas une loi générale, ce cas étant fortement lié à la particularité de la politique familiale allemande.

Nous nous sommes ensuite penchés sur les déterminants du report des naissances. On se doute que ces déterminants sont très nombreux et qu'ils peuvent changer d'une époque ou d'un pays à l'autre. Nous en avons identifié deux, qui nous semblent prépondérants et pour lesquels on a l'avantage de disposer de données statistiques fiables et abondantes permettant de produire un avis quantitativement argumenté. Notre étude des déterminants met en avant l'importance de la situation socioéconomique des femmes. La durée de l'éducation initiale, tout d'abord, est clairement associée à un report de l'âge de la maternité. L'âge à la première naissance se révèle ainsi comme un marqueur social, un indicateur des inégalités. En devinant l'âge des parents des élèves d'une même classe d'école, on peut obtenir une bonne approximation de la durée de leur parcours éducatif. Une situation professionnelle instable est également associée à une maternité plus tardive. Les deux déterminants sont liés, car les étudiants ne bénéficient pas, par définition, d'une situation professionnelle stable, mais accroissent leur chance d'en avoir une à l'issue de leurs études. Notre analyse s'appuie sur la comparaison de vingt-huit pays européens et plus particulièrement de l'Allemagne et de la France. En outre, de nombreux autres déterminants du report des naissances sont identifiés, que nous discutons en nous appuyant sur des travaux récents en économie et en démographie.

Dès lors que le report des naissances est lié à un accès plus important des femmes aux études supérieures, s'en inquiéter conduirait, assez paradoxalement, à se désoler du fait que les jeunes filles poursuivent des études de plus en plus longues. Les bénéfices d'une élévation du niveau d'éducation sur le plan personnel et sur le plan macroéconomique sont substantiels. L'effet est même cumulatif si l'on en croit des études récentes,

qui suggèrent que le report de l'âge de la maternité a des effets positifs sur l'éducation des enfants⁴. Une étude américaine a mis en évidence un effet causal entre l'âge des mères et la réussite de leur aîné à des tests d'écriture et de mathématiques effectués entre les âges de 5 et 14 ans⁵. Ces tests sont considérés comme de très bons indicateurs de la réussite éducative future des enfants. La séquence est la suivante : les jeunes filles faisant des études plus longues reportent l'âge de leur maternité et accroissent les chances de leurs enfants de faire des études. Cette externalité entre les générations est typique de canaux étudiés par les économistes de la croissance, qui en font d'ailleurs l'un des principaux moteurs du développement.

Mais, s'il faut se réjouir de l'accès plus important des femmes aux études supérieures ainsi que de toutes les externalités positives qui y sont associées, le fait que le report des naissances soit également lié, en partie, à une plus grande instabilité professionnelle des jeunes et à une plus grande difficulté à s'insérer sur le marché du travail, ne peut qu'alerter le décideur public sur un des dysfonctionnements majeurs de nos économies. Certes, il n'est nullement nécessaire d'étudier les déterminants du calendrier des naissances pour prendre la mesure de l'ampleur de la précarisation des jeunes sur le marché du travail. Cependant, le fait que cette précarisation force des jeunes à repousser les naissances – et conduise même certains à rester sans enfant – illustre l'ampleur des conséquences, en dehors de la sphère économique *stricto sensu*, des dysfonctionnements du marché du travail et envoie, à ce titre, un signal – un de plus – de l'urgence qu'il y a à s'attaquer à ce fléau. Car la politique n'est jamais très éloignée des questions de population. Des pays comme la France ou l'Allemagne consacrent des sommes très importantes à leur politique familiale. En France, en comptant les droits familiaux à la retraite, ces montants atteignent 5 % du PIB quand

4. T. Schultz, « Demand for children in low income countries », 1997.

5. A. Miller, « Motherhood delay and the human capital of the next generation », 2009.

la dépense publique d'éducation représente 6 %. Et pourtant, la question du fondement normatif de ces politiques n'est pas évidente. Nous avons néanmoins voulu discuter ici ce fondement afin de révéler sa complexité. S'il n'est pas possible de trancher sur l'opportunité d'intervenir globalement en faveur de la natalité, il nous semble que les écueils de certaines politiques doivent être évités. En particulier, les politiques qui avancent l'âge de la maternité sans pour autant augmenter le nombre d'enfants par femme ne sont pas souhaitables car elles exercent un effet négatif sur le devenir des femmes. À l'inverse, les politiques qui permettent aux jeunes filles de faire des études et aux jeunes mères de concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale doivent être recommandées.